Les USA veulent ils exclure le français Framatome du marché russe des combustibles nucléaires civils ?

Category: 2020-2030,Actualités,Europe de l'Est,Géopolitique,Intelligence économique,Souveraineté,Technologies
4 avril 2024



L’alliance entre Framatome de France et Rosatom de Russie vise à fournir du combustible, notamment pour des réacteurs anciens en Europe de l’Est. Cependant, une loi américaine proposée cherche à mettre fin à toute collaboration occidentale avec le nucléaire civil russe, menaçant ainsi l’accord. Mais cette loi pourrait en réalité favoriser des firmes comme Westinghouse en leur octroyant un monopole régional sur le combustible nucléaire.

Commentaire AASSDN : Quand les responsables politiques et les médias français parlent du coût de la guerre en Ukraine pour notre pays, il faut non seulement comptabiliser les milliards d’euros que représentent les matériels militaires donnés à l’Ukraine. Il faut également y ajouter :
– les conséquences directes sur notre économie, de l’embargo alors que la Russie était parmi nos plus grands partenaires commerciaux.
– Nous avons pu mesurer les conséquences sur le prix de l’énergie et donc sur les factures de gaz et d’électricité.

Nous savons que 40% du Titane, métal essentiel dans nombre de produits de haute technologie notamment aéronautique et espace provenait avant le conflit Russo-Ukrainien, de Russie. Enfin nous mesurons dans l'article ci-dessous les pressions exercées par les Américains sur leurs alliés et notamment la France dans un domaine hautement stratégique tel que le nucléaire civile et notamment l'énergie nucléaire.

Les républicains américains veulent forcer le français Framatome à couper tout lien avec la filière nucléaire russe.

Un accord entre le géant de l'industrie nucléaire français, Framatome, et son homologue russe, Rosatom, nourrit la polémique en pleine guerre en Ukraine. Il pourrait se retrouver fragilisé par un projet de loi porté par les élus républicains de la Chambre des représentants des États-Unis, visant à stopper tout partenariat entre l'Occident et la Russie dans ce domaine.

L'an dernier, en toute discrétion, Framatome, entreprise française championne du nucléaire, et le géant public russe de l'énergie atomique, Rosatom, ont fait naître une co-entreprise, en pleine guerre en Ukraine. De quoi créer la polémique, notamment en Allemagne où, d'après *Le Point*, Framatome assemblera sous licence russe le combustible destiné à alimenter les réacteurs de conception « soviétique » des pays de l'Europe orientale, mais surtout des États-Unis.

Dans son édition de ce mercredi 27 mars, *Le Canard enchaîné* a révélé une note de l'ambassade de France à Washington adressée au Quai d'Orsay, mi-février, dans laquelle l'instance indique avoir été soumise à un questionnaire du Sénat américain à propos des relations entre Paris et Rosatom. Celui-ci survient après une proposition de loi à la Chambre des représentants du parti républicain, visant à *« affranchir les pays occidentaux de tout lien avec la Russie dans le nucléaire civil »*. Les États-Unis dépendent eux-mêmes à 30% de l'uranium enrichi venu de Russie.

Une entreprise américaine pourrait se retrouver seule sur le marché

Katherine Earle, ancienne responsable de la commission des Affaires étrangères de la Chambre, aurait *« posé des questions sur une éventuelle dépendance de l'industrie nucléaire française à l'égard de l'industrie russe, en particulier sur le volet cycle du combustible »*. Les interrogations qui subsistent outre-Atlantique quant à cet accord restent à propos du versement de royalties et les raisons pour lesquelles la guerre en Ukraine n'a pas freiné, voire annulé le projet.

EDF possède 80 % de l'entreprise publique Framatome et pourrait également être touchée par cette décision. À noter que Westinghouse, firme américaine, rivale de la co-entreprise franco-russe, aurait alors le monopole pour approvisionner en combustible les centrales d'Europe de l'Est, de conception « soviétique ».